

Publié le 11 mars 2011

Lille métropole : six communes contre l'habitat indigne

C'est une opération originale. Pour la première fois, un projet de rénovation urbaine – le Programme national de requalification des quartiers anciens dégradés (PNRQAD) – est porté par l'intercommunalité. Six communes de Lille métropole sont concernées.



Ce sont pas moins de six communes de Lille métropole qui se mobilisent pour lutter contre l'habitat indigne. « Le dossier concerne cinq sites situés à Armentières, Houplines, Lille, Roubaix, Tourcoing et Wattrelos », précise Vincent Bougamont, directeur de [Lille Métropole Amélioration de l'Habitat](#) (LiMAH), Spla chargée de la mise en œuvre du projet dans le cadre du PNRQAD. Investissement global dans ces quartiers ouvriers construits au XIXe ou dans la première moitié du XXe siècle, en pleine apogée de l'industrie textile locale : 120 millions d'euros dont 8 millions d'euros pour l'Anru (Agence nationale pour la rénovation urbaine) et 9 millions d'euros pour l'Anah (Agence nationale de l'habitat). Près de 1 000 logements sont concernés dont 500 à réhabiliter, 220 à restructurer et 300 à construire, auxquels s'ajoutent des opérations d'aménagement et de requalification de l'espace public.

Un partenariat innovant sera mis en place pour la maîtrise foncière avec l'Etablissement public foncier Nord-Pas de Calais. « Des immeubles à rénover sont achetés, puis revendus à des investisseurs privés ou à des bailleurs sociaux une fois le permis de construire obtenu », explique Vincent Bougamont. Une stratégie qui permet de cadrer les travaux à effectuer, tels que norme BBC et autres. La Spla réalisera également, en maîtrise d'ouvrage propre, des réhabilitations pour

favoriser l'accès social à prix maîtrisés (qui ne dépassent pas les 2 000 euros par mètre carré). Un véritable défi « avec des coûts d'acquisition et de réhabilitation importants sur de petites opérations dispersées, commente Vincent Bougamont. D'autant que les investissements doivent également intégrer des objectifs ambitieux en matière d'économie d'énergie et de respect de l'environnement ».

Une large majorité de ces logements est occupée par des populations aux revenus modestes, confrontés à des problèmes d'accès à la formation, à l'emploi, aux soins, aux loisirs. « Notre intervention dans ces quartiers s'inscrit dans une politique de solidarité entre les villes et les quartiers, et participe pleinement au projet du « mieux vivre ensemble » que défend Lille métropole », ajoute Vincent Bougamont.